Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/ArgentineLiberation-de-plus-d-une-dizaine-d-accuses-pour-crimes-contre-l-hu-manite-en-ArgentineAstiz-Acosta-etc-Communique-de-presse>

ArgentineLibération de plus d'une dizaine d'accusés pour crimes contre l'humanité en ArgentineAstiz, Acosta... etc Communiqué de presse.

Date de mise en ligne : vendredi 19 décembre 2008

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Argentine -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Aujourd'hui, alors que l'église de la Sainte Croix (à Buenos Aires) a été déclarée monument historique et que l'ancienne Place d'Armes de l'ex ESMA s'appelle désormais "Declaración Universal de los Derechos Humanos", la chambre II de la Cour de Cassation Pénale a décidé la mise en liberté de plus d'une dizaine d'accusés pour crimes contre l'humanité commis au sein de l'ESMA pendant la dernière dictature militaire argentine. Cette résolution met en lumière l'indolence des fonctionnaires du système judiciaire, sur le chemin pour obtenir vérité et justice.

La libération des accusés est possible parce que les diverses instances de la justice ont dilaté les procès de manière injustifiable, éloignant la possibilité d'arriver à la réalisation de procès oraux et publics. Depuis la réouverture des procès en 2001, ni les juges d'instruction ni les procureurs (à quelques exceptions près), n'ont fait preuve d'agilité et d'adresse lors des investigations, ainsi prolongées de manière irraisonnée. La Cour de Cassation pénale, pour sa part, a fait obstruction pendant des années afin de bloquer les procès ; d'ailleurs certaines de ses résolutions sont encore en vigueur, empêchant le début des procès dans plusieurs juridictions du pays.

Sept ans après la réouverture des procès, on constate toujours l'incapacité des fonctionnaires de justice à concevoir un plan stratégique qui assure, auprès des victimes et de toute la société, la réalisation du procès de vérité et justice dans le cadre du respect des garanties.

Plus de trente ans après, l'Etat a l'obligation d'être diligent dans les enquêtes, dans la recherche des accusés qui ont pris la fuite et dans la protection des témoins. Des obligations qui ne peuvent aucunement reposer sur la seule activité et persistance des parties civiles et des organisations de Droits de l'Homme, comme c'est le cas. C'est pourquoi, une fois de plus, nous demandons que l'Etat argentin garantisse la protection des témoins et des personnes liées à ces procès, et qu'il mette en oeuvre une stratégie de persécution et de jugement de ces crimes gravissimes. L'inefficacité du système judiciaire met l'Etat argentin dans une situation de responsabilité internationale : il viole des conventions de droits humains, ne garantit pas -ni aux proches, ni à la société- la sanction des responsables de crimes contre l'humanité, et ne garantit pas non plus des délais raisonnables vis-à-vis des accusés.

La liberté des accusés pendant le procès pénal ne signifie pas impunité : à trente ans du Terrorisme d'Etat, l'impunité réside sur le fait que, par inaction, indolence ou complicité, la justice argentine ne les aient pas encore condamnés.

- ▶ **Abuelas de Plaza de Mayo**
- ▶ **Grand-mère de la Place de Mai**
- CELS (Centro de Estudios Legales y Sociales)**
- ▶ **Familiares de Desaparecidos y Detenidos por Razones Políticas**
- ▶ **Fundación Memoria Histórica y Social Argentina**
- H.I.J.O.S.**
- ▶ **Madres de Plaza de Mayo -Línea Fundadora**

Adhésions :

- ▶ **Madres de Plaza de Mayo de La Plata**
- ▶ **Horacio Méndez Carreras**